

# EIRENE



## GRANDS LACS

Bulletin d'information

Août 2022



L'or pour consolider ou  
casser les familles

**Publié par :**

## **EIRENE Grands Lacs**

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

**En partenariat avec :**

## **La Maison de la Presse**

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

Facebook : Maison de la Presse du Burundi

www.mdp.org.bi



## **Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO)**

afjo2017@yahoo.com

<http://www.afjo.org.bi/>

<https://www.facebook.com/associationburundaisedesfemmesjournalistes/>



## **CHIRO-Burundi**

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



## **Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST)**

contact.best.rdc@gmail.com

<http://bestrdc.org>

[www.facebook.com/bestrdc/](http://www.facebook.com/bestrdc/)



## **Femmes Artisanes de Paix (FAP)**

faprdc@gmail.com

[www.facebook.com/fap.rdc](http://www.facebook.com/fap.rdc)



**Photos :**

EIRENE et ses partenaires

**Financé par :**

Service Civil pour la Paix/BMZ

**Impression :**

Groupe de Presse IWACU



# Editorial

**L**a violence, quelle que soit sa forme, est l'expression tragique de besoins non satisfaits », c'est avec cette citation de Marshall Rosenberg, précurseur de la communication non violente que je voudrais introduire les ambitions d'EIRENE pour la région des Grands-Lacs.

L'Être humain reste une construction complexe que nous pouvons résumer sur trois dimensions nécessaires à comprendre si l'on veut travailler pour un monde non-violent, un monde paisible dans lequel les conditions pour un développement durable sont garanties. Nous sommes avant tout une construction biologique qui réagit selon comment nos organes de sens nous l'ordonnent. Ensuite nous sommes une construction socioculturelle qui s'est développée et continue à se transformer selon les codes et valeurs sociaux. Enfin nous sommes une construction personnelle qui vient de nos différentes éducations et expériences.

C'est en considérant ces différentes constructions humaines qu'EIRENE a revisité ses stratégies pour apporter des retouches dans le partenariat et la conception des projets. Nous avons diversifié nos partenaires en intégrant deux organisations féminines, Femmes Artisanes de Paix (FAP) en RD Congo et Association des Femmes Journalistes (AFJO) au Burundi. Cette diversification initiée par le nouveau programme d'EIRENE vient combler les pièces manquantes pour une intervention inclusive et soucieuse d'une équité constructive.

Notre nouveau programme (octobre 2021-septembre 2024) « *Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo)* » garde les trois axes principaux d'intervention d'EIRENE à savoir les médias sensibles aux conflits, l'exploitation équitable des ressources extractives et l'éducation à la paix. Les actions de plaidoyer, les formations et les sensibilisations, restent entre autres les axes charnières



de ce programme. L'utilisation des instruments médiatiques et le concept du Genre sont transversaux et intègrent les approches d'intervention des différents projets.

Sur un plan plus stratégique, EIRENE reste convaincue que ce n'est qu'à travers une conjugaison de toutes les interventions non seulement gouvernementales mais aussi de tous les partenaires que le développement harmonieux est possible. Pour ce faire, EIRENE conseille et accompagne les différents partenaires burundais pour un alignement systématique au Plan National de Développement du Burundi. Nous avons de bons exemples de collaboration avec les services déconcentrés de notre Ministère de tutelle au niveau de Gitega et nous encourageons les autres partenaires à démultiplier cette expérience dans les autres provinces du pays.

Satisfaire les besoins des acteurs afin de prévenir les violences mérite ainsi une synergie d'action et EIRENE invite et accompagne ces partenaires vers une diversification d'initiatives et de bailleurs. Comme dira l'autre, « *Seul on peut aller vite mais ensemble on peut aller plus loin* ».

Sy Issaka Maman Tahirou

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

(avril à août 2022)

# SOMMAIRE

Aider à mieux gérer les revenus de l'exploitation minière

Marline Babwine, Philippe Ruvunangiza



4

Les femmes impliquées dans la gestion des conflits

Maluxe Malumbe Mmangwa, Dorcas Salima



6

Le Club de Paix de Zege pour régler les conflits des Batwa

Clothilde Nyandwi, Flora Mveng



8

Conflits fonciers : une lueur d'espoir pour les justiciables

Agathonique Barakukuza, Anaclet Hakizimana,  
Claus Schrowange



10

S'inscrire dans les priorités du Gouvernement!

Jean Claude Ndarama



12

Apprendre à générer des revenus avec peu de moyens!

Live Irakoze, Abraham Shemezimana, Claus Schrowange

13

# Aider à mieux gérer les revenus de l'exploitation minière



L'équipe d'Emilienne Itongwa avec son concasseur

**Depuis avril 2022, l'organisation « Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST) » sensibilise des femmes et des hommes opérant dans les mines d'or de Wamuzimu dans le Territoire de Mwenga au Sud-Kivu à mieux gérer les revenus issus de l'exploitation minière. Ce qui réduit le gaspillage et la cupidité qui détruisent des familles entières. La violence dans des ménages est aussi à l'ordre de jour.**

**D**ans la chefferie de Wamuzimu, 60% des artisans miniers sont des femmes, selon le rapport « Women's livelihoods in artisanal mining in Eastern DRC » de Marie-Rose Bashwira, Professeure d'Université. « Elles font le broyage, le concassage, le transport « *maman hilux* », et pour faire face aux défis de l'exclusion, certaines d'entre elles ont décidé de se lancer dans l'exploitation des puits de mines où elles font travailler les hommes », explique-t-elle, dans son rapport. Cet engagement des femmes a requis un investissement consistant. En plus, elles ont connu des difficultés pour obtenir les autorisations nécessaires au regard des pesanteurs culturelles qui restreignent l'activité minière des femmes.

Le rapport date de 2016, mais la réalité n'a pas beaucoup changé. « J'ai dû payer deux vaches et trois onces d'or au Mwami wa asili (chef traditionnel) afin d'obtenir l'autorisation d'acheter un puits, et maintenant j'en ai 30 ; je suis en négociation avec Kamituga Mining pour qu'il m'autorise à utiliser un concasseur », raconte Emilienne Itongwa, femme opérant dans le secteur minier à Wamuzimu. Les concasseurs réduisent la pénibilité du travail des femmes mais sont également des unités de production qui facilitent le broyage et le concassage des minerais contre paiement.

Cette évolution, bien qu'encore insuffisante car concernant un nombre extrêmement limité de femmes, a quand même offert à ces dernières un accès aux ressources financières. Ce qui crée parfois une situation paradoxale : certaines femmes « nouvelles riches » essaient de dupliquer les modèles de domination et de violence auxquelles elles ont été soumises du fait des hommes et notamment en raison des pesanteurs culturelles et religieuses. D'autres utilisent leur revenus pour fuir les diverses formes de violences dont elles sont victimes dans les ménages comme les coups et blessures, la fuite des responsabilités et l'abandon des ménages. « J'ai été mariée à 14 ans. Après deux naissances, mon mari a commencé à me battre et à ne plus me donner l'argent pour subvenir aux besoins du ménage... Ironie du sort, un matin à la veille du 8 mars, je lui ai demandé un pague. Comme réponse, il m'a conduit dans la forêt auprès des personnes qui se disaient être gardiens de la coutume qui m'ont fait subir des traitements inhumains et dégradants...Après, j'ai pu m'échapper pour retrouver mes enfants. J'ai décidé d'abandonner mon mari et travailler très dur dans la mine pour rembourser la dot. Depuis, je vis seule avec mes enfants », témoigne sous anonymat une femme opérant dans le secteur minier à Wamuzimu.

## La conscientisation : une approche prometteuse

Avec son projet « Madini kwa Umoja na Amani (Les minerais pour l'unité et la paix) », BEST utilise la méthode de « conscientisation » pour renforcer les communautés locales à faire face aux divers défis qu'elles rencontrent dans les zones d'exploitation minière à l'Est de la RDC.

L'étude de référence réalisée au début du projet, fin 2021 a permis de mettre en lumière les principaux problèmes. Cette méthode est inspirée de la pédagogie des opprimés de Paulo Freire qui plaide en faveur d'une éducation des adultes dont la mission est de donner aux gens les moyens de changer leur situation et de contribuer à la création d'une société équitable.

Lors des séances de conscientisation, les thèmes sont identifiés au cours des sessions participatives avec les différents membres des groupes d'intérêt économique et social. Pendant les sessions de travail, les problèmes réels sont identifiés, suivis par une réflexion commune



Emilienne Itongwa (à gauche) lors d'une étude de base

sur leurs causes et leurs conséquences. A la fin, les solutions possibles sont également identifiées : que faire, quelle possibilité d'intervention, avec quelle stratégie,...

Ainsi, les sessions organisées depuis avril à Wamuzimu ont permis à 42 femmes et 40 hommes de déceler les causes de la déstabilisation des ménages et d'envisager des réponses appropriées. Cette déstabilisation tire ses origines dans les mentalités et du modèle social et éducatif basés sur des considérations culturelles qui écartent la femme des mécanismes de gestion sociale. Ce qui empêche les femmes de faire valoir leurs droits. Les 82 participants aux sessions de conscientisation sont membres des 5 « cadres de dialogue et de paix » mis en place par BEST.

### Maintenir la paix dans les couples !

Certaines femmes opérant dans le secteur minier ont exprimé leur ras-le-bol vis-à-vis des conflits dans les ménages à cause des revenus, pendant que les hommes ont fait part de leur désarroi. « Suite à une dispute, ma femme m'a remis la dot que j'avais pourtant versée à ses parents. Ceci car je lui ai demandé pourquoi elle rentre souvent tard, la nuit ! », se plaint un homme.

Ainsi, la conscientisation a permis aux 82 participants de percevoir les effets pervers de l'accès aux revenus financiers pour les couples et discuter d'un développement économique favorable à la stabilité des ménages. Parmi les réponses envisagées lors des sessions de travail à Wamuzimu, les femmes ont souhaité acquérir des connaissances minimales pour une meilleure affectation de leurs revenus, la mauvaise utilisation de ces derniers étant défavorable aux bonnes relations au sein des couples, avec de lourdes conséquences sur la vie des enfants.

Les femmes ont aussi souhaité devenir actives dans le commerce des minerais. Elles sont souvent exclues dans les sites d'exploitations minières du Sud-Kivu, donc des activités extractives lucratives et partant, du commerce des minerais. Or, c'est ce commerce qui permettrait d'améliorer leurs revenus et les conditions de vie de leurs familles. Cela compte surtout que le poids économique des ménages pèse essentiellement sur les femmes !

Marline Babwine, chargée du projet « Madini kwa Umoja na Amani »

Philippe Ruvunangiza, Directeur de BEST

## Les cadres de dialogue et de paix

Les « cadres de dialogue et de paix » sont des structures locales de paix mise en place par l'organisation BEST. Ils sont constitués des représentants des différents groupes d'intérêt économique et social (associations des femmes, des jeunes, des agriculteurs, groupement d'éleveurs, des creuseurs artisanaux, le Barza communautaire, les structures de gestion communautaires, etc.) auxquels participent les chefs traditionnels, les autorités locales et les représentants des forces de l'ordre. Les cadres de dialogue et de paix sont établis par le projet « Madini kwa Umoja na Amani » dans les chefferies de Wamuzimu et Luhwinja. Ils ont pour mission de contribuer à la gestion positive des conflits liés à l'accès et à l'exploitation des ressources naturelles en prenant en compte les problématiques de genre et droits humains.



Kiza Fitina (cinquième de gauche à droit) préside une réunion du CLP Amani Kwetu à Katongo

RDC-Uvira

## Les femmes impliquées dans la gestion des conflits

**Le projet « Tuvumiliane » (Tolérons-nous les uns les autres) accompagne des communautés locales du Territoire d'Uvira dans le processus de paix à travers des structures locales de paix. Les femmes y sont impliquées. Ce qui réduit les stéréotypes et préjugés envers elles.**

Trois structures locales de paix inclusives ont été mises en place depuis octobre 2021 par le projet « Tuvumiliane » de l'organisation Femmes Artisananes de Paix (FAP), en partenariat avec EIRENE Grands Lacs. Il s'agit des « Comités Locaux de Paix » (CLP) établis depuis janvier 2022. Chaque CLP est constitué de 8 personnes (4 femmes et 4 hommes) représentant différentes couches de la communauté : groupes des femmes, groupes des jeunes, pêcheurs, agriculteurs, éleveurs, leaders religieux, leaders communautaires... Ces membres sont élus lors des assemblées villageoises de paix par la communauté elle-même.

Les CLP aident les communautés à la base à régler les conflits communautaires sans recourir à la violence, pour maintenir la cohésion sociale et des relations bienveillantes. C'est le cas pour le CLP Kalembe qui intervient par des séances de sensibilisation pour la paix et par la médiation. « Trois conflits définitivement réglés en trois mois sur neuf enregistrés : un conflit foncier, un conflit familial et un conflit entre un agriculteur et un éleveur ». Ainsi, Nyamana Mbonekere, secrétaire du CLP Kalembe du village de Kabimba en Territoire d'Uvira se frotte les mains.

« Je suis satisfaite de la médiation jouée lors du conflit familial qui m'opposait à ma belle-mère. J'ai découvert dans

le comité de médiation des femmes qui savent écouter, porter conseils et proposer des solutions contrairement à certains hommes de mon village qui me disaient toujours que la femme n'a jamais eu raison devant ses parents ou beaux-parents », évalue Riziki Ngubo, habitante de Kabimba.

### Un engagement efficace, mais non sans défis

De plus en plus, les femmes se démarquent dans cette nouvelle dynamique. Du coup, les stéréotypes et préjugés envers elles diminuent. « Au début, j'étais réticent au sujet du rôle que pourraient jouer les femmes dans la gestion des conflits. Mais, à force de travailler avec elles, je les trouve parfois plus actives et plus engagées que les hommes de notre groupe », témoigne Sumaili Migombano, conseiller du CLP « Tusameheane » (Pardonnons-nous) de Kigongo.

Ainsi, les femmes membres du CLP « Amani Kwetu (la paix chez nous) » dans le village de Katongo ont aidé à résoudre un conflit foncier et interreligieux. « C'est pour la première fois que j'interviens dans une structure de paix mais je suis bien motivée. J'ai participé à une médiation entre l'Eglise Malkia wa Ubembe et la Communauté Islamique de Katongo qui se disputaient un terrain. Nous

les femmes sommes souvent vues d'un mauvais œil durant le processus de médiation. Mais, cela ne nous effraye pas », relève de son côté Kiza Fitina, modératrice du CLP Amani Kwetu. « Nous étions en conflit avec les Musulmans au sujet d'un terrain abritant un cimetière. Nous avons saisi le Comité Local de Paix sous la modération d'une femme et nous sommes arrivés à une solution non-violente saluée par toutes les parties en conflit. Je ne peux qu'encourager cet élan d'implication des femmes dans le processus de paix dans notre communauté », recommande le Pasteur Ramazani Kasavubu de l'Eglise Malkia wa Ubembe Katongo.

« La recherche de la paix est une prescription coranique à tous les croyants sans distinction des sexes, elle doit se faire avec des femmes et des hommes capables et neutres en respectant les principes de droiture et d'équité. Voir aujourd'hui les femmes s'impliquer dans la recherche de la paix dans notre communauté est une chose que j'accueille avec joie », souligne Imam Ismail Yaqub, conseiller aux cultes de la communauté Islamique d'Uvira. Mais, il admet qu'il reste encore des résistances dans la communauté. « Certains personnes croient qu'impliquer la femme dans le travail de résolution des conflits constitue une violence à son statut. Sa voix ne doit pas être entendue devant les hommes ou en public que par un intermédiaire ou par une note écrite », explique-t-il.

Nyamana Mbonekere du CLP Kalembe est engagée dans la lutte pour la valorisation des femmes, avec quelques difficultés: « Notre engagement en tant que femmes connaît encore des défis : la faible considération de l'apport de la femme, les corvées ménagères ainsi que la pauvreté qui limite notre participation financière aux activités de paix », dit-elle.

### Une intégration culturellement possible

Jadis, le comité des sages était le seul cadre pour la transformation des conflits dans la chefferie des Bavira. Ce cadre était régi par le chef coutumier. Il décidait sur la composition du comité des sages. Aucune femme n'en faisait partie car considérée comme inférieure à l'homme et reléguée aux seuls travaux ménagers.

Même aujourd'hui dans la tradition Vira, le pouvoir coutumier se transmet du père en fils et non du père en fille. « Cette dernière ne peut en aucun cas succéder à son père puisqu'en se mariant à une personne d'une autre tribu ou d'un autre clan, les pratiques traditionnelles et coutumières Vira seront déracinées au profit de celles de son époux. De même, les rituels d'intronisation du chef coutumier sont organisés discrètement par les gardiens de la tradition de la famille régnante dans lesquels la présence et la participation de la femme est proscrite », souligne Ngulwe Mukonda, Premier Vice-Président du conseil des Sages de la Chefferie des Bavira.

Mais il reste de l'espoir. « L'intégration des femmes dans la gestion des conflits ne constitue aucune en-



Election du CLP à Kabimba par l'assemblée villageoise

trave aux traditions et coutumes Vira. Néanmoins, je reconnais qu'il existe encore des barrières concernant l'accès de la femme Vira aux pouvoirs coutumiers dans notre chefferie. Ce qui nécessite encore un travail de plaidoyer de longue haleine avec tous les leaders traditionnels de la chefferie des Bavira. Un pas est tout de même déjà franchi car le Conseil des Sages Coutumiers de la Chefferie présidée par sa Majesté le Mwami est composé des femmes et des hommes qui participent et décident ensemble conformément à la coutume », souligne Joël Mutangilay Baoli, Secrétaire Administratif du bureau de la Chefferie des Bavira.

### Un cadre légal favorable

L'implication et la participation de la femme dans la vie de sa communauté sont garanties par des instruments juridiques tant internationaux, régionaux et nationaux. La résolution 1325 des nations unies demande aux Etats membres d'accroître le nombre des femmes dans la représentation sur le terrain pour la prévention, la gestion et le règlement des différends. Il en est de même de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme qui promeut la participation de la femme à la vie de la nation.

Dans la même optique, la loi congolaise No 15/013 du 1er août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité promeut l'égalité de genre et des droits des chances et des sexes. « Les droits de la personne humaine étant universels, le rejet d'une catégorie (de la femme) constitue une entrave au respect de la dignité humaine », affirme Didier Ngalumulume, magistrat du Tribunal de Grande Instance (TGI) d'Uvira.

Maluxe Malumbe Mmangwa, Chargé de projet « Tuvumiliane »

Dorcas Salima Kabasha, Coordinatrice de FAP

# Le Club de Paix de Zege pour régler les conflits des Batwa



Yvette Kubwimana et Tharcisse Bamporubusa vivent finalement en paix

**Depuis près d'une année, le Club de Paix de Zege (Gitega) établi en plein site des Batwa, règle des conflits communautaires. Des couples menacés de divorce sur fond de présomption de concubinage ainsi que des victimes des conflits fonciers y trouvent du répit. Même la méfiance entre les jeunes militants des partis politiques baisse d'un cran. Les voisins du site y trouvent aussi leur compte.**

**T**harcisse Bamporubusa et sa femme se font enfin la paix, au terme de plusieurs mois de galère ! Les deux conjoints Batwa du site de Zege ont eu leur conflit réglé grâce au concours du Club de Paix du site. Cette structure locale de gestion des conflits communautaires a été mise en place par CHIRO-Burundi en 2019 dans le cadre de son projet « Amahoro » mis en œuvre en partenariat avec EIRENE Grands Lacs.

Depuis près d'une année, Tharcisse Bamporubusa était en conflit ouvert avec sa femme qui l'accusait d'entretenir une concubine. « Chaque fois que je rentrais les mains vides, elle m'accusait d'avoir remis tout l'argent gagné à une concubine et ainsi la bagarre s'invitait... », témoigne-t-il.

Ce père de cinq enfants peut enfin vivre paisiblement. « Nous avons été à deux doigts du divorce », se souvient-il.

« La rumeur enflait et tout le monde croyait que mon mari avait une concubine. Pour ne pas être la risée des gens, j'avais claqué la porte pour me retrouver chez mes parents. Plusieurs fois, mon mari a tenté de me ramener au foyer, sans succès. Le Club de Paix s'est ainsi saisi de la question et joué la médiation. Ils m'ont prouvé que cette concubine n'existait que dans la tête des gens et prodigué des conseils. C'est ainsi que j'ai retrouvé mon foyer », témoigne Yvette Kubwimana, épouse de Tharcisse Bamporubusa.

Selon Thérèse Irankunda, Vice-responsable du site, les situations similaires sont légion et le Club de Paix de Zege joue les bons offices entre des couples au bord du divorce. « La collaboration est bonne avec les responsables masculins du site pour gérer ces conflits. Aujourd'hui, aucune femme n'abandonne son foyer. Cela nous honore en tant que responsable femme. Avant, des cas de divorce étaient



**Une réunion du Club de Paix de Zege**

nombreux et les hommes avaient du mal pour ramener leurs femmes», précise-t-elle.

### **Un avocatier « trouble-fête »**

Un conflit foncier avait aussi failli dégénérer, n'eut-été le concours du Club de Paix. Un avocatier ayant poussé dans la limite de deux propriétés foncières est devenu une source de conflit entre deux veuves Batwa : Spès Ndimurukundo et Pétronie Bamporeye, alors qu'elles s'entendaient bien, avant. Chacune voulait désormais en être propriétaire et cueillir les avocats pour les vendre. Elles se disputaient devant leurs enfants jusqu'à vouloir en venir aux mains. L'administration locale n'en pouvait plus. « C'est mon fils Shabani Ntihaarizwa, membre du Club de Paix et formé par ce dernier qui avait fini par régler ce conflit, en me demandant d'accepter d'abandonner l'avocatier, pour sauver l'essentiel : la paix et les relations bienveillantes », dit-elle. « Il m'expliquait que la famille de Pétronie est plus pauvre et qu'elle et ses six enfants peinent pour trouver à manger. Donc que je devais céder l'avocatier. J'ai fini par obtempérer et nous vivons aujourd'hui en harmonie », se réjouit Spès Ndimurukundo.

De son côté, Sœur Charlotte Ntacobibaza chargée du suivi des activités de scolarisation des enfants de Zege et du rapportage note des avancées en matière de cohabitation entre l'ancien et le nouveau comité du site, tout comme entre les jeunes militants du parti au pouvoir et ceux du CNL, principal parti d'opposition. « Avant, c'était toujours la guéguerre entre les deux groupes et nous étions chaque fois sollicités pour effectuer des descentes et essayer de cal-

mer la situation. Le Club de Paix a pu ramener la concorde et l'acceptation mutuelle », évalue-t-elle.

### **Un ouf de soulagement pour les voisins**

« Au Club de Paix, nous avons reçu des formations sur les méthodes et techniques de gestion non-violente des conflits et en faisons bénéficier aux autres membres du site. C'est pourquoi, à partir des entretiens individuels, je suis arrivé à faciliter pas mal de conflits et animer des séances de sensibilisation sur le bien-fondé de la tolérance et de la cohabitation pacifique », indique Jérémie Bikorimana, membre du Club de Paix de Zege.

Même les voisins du site profitent de ce changement de comportement. Ainsi, Modeste Ngendakumana, Chef de la colline voisine de Rukoba, remarque une grande amélioration au niveau de la cohabitation et même de la collaboration entre les habitants du site et ses propres administrés. « Depuis près d'une année, ils ne viennent plus nous solliciter pour régler des conflits qu'ils ne peuvent pas résoudre eux-mêmes. Et puis, les relations avec les habitants de notre colline s'améliorent pendant que les cas de vol dans les champs et de bagarres diminuent sensiblement. La tolérance et la cohésion sociale s'enracinent dans la communauté des Batwa, l'esprit d'entraide mutuelle et la collaboration dans la communauté des batwa aussi. C'est pourquoi, l'action du Club de Paix mérite d'être appuyée et consolidée », suggère-t-il.

Clothilde Nyandwi, chargée de projet « Amahoro II »

Flora Mveng, Assistante Technique de Paix d'EIRENE/CHIRO-Bdi



Rose Mystique lors du débat de Gitega

Burundi

## Conflits fonciers : une lueur d'espoir pour les justiciables

**Le président burundais Evariste Ndayishimiye a récemment ordonné aux cours et tribunaux de tout faire pour exécuter tous les jugements déjà rendus et organiser des audiences publiques afin juger toutes les affaires foncières en justice. De quoi donner de l'espoir aux justiciables qui se battent depuis des décennies pour que la justice règle leurs litiges fonciers. Ils se sont clairement exprimés sur cette problématique lors d'un débat public radio organisé le 17 juin 2022 à Gitega.**

Béatrice Congera est une orpheline de père et de mère. Son père, Daniel Congera, a reçu en 1959 un don d'une propriété foncière offert par le chef Mbahirya, pour les services rendus en travaillant dans ses champs. En 2014, Daniel Congera voit sa propriété partagée entre ses frères. « Nous avons vu le tribunal de Giheta débarquer et installer des bornes dans notre propriété alors qu'il n'y avait jamais eu de procès ! », a indiqué Béatrice Congera, au cours du débat public radio organisé à Gitega sur le thème : « Des dossiers fonciers qui traînent durant des décennies en justice : causes, conséquences et solutions possibles ».

La loi burundaise dispose que seule la propriété foncière familiale peut faire l'objet d'un partage entre frères et sœurs. C'est pourquoi, Daniel Congera a aussitôt porté l'affaire au Tribunal de Grande Instance (TGI) de Gitega qui lui a donné gain de cause. Mais, sa propriété ne lui a jamais été restituée. « Entretemps, mon père est décédé. Quand nous avons demandé au TGI d'exécuter le jugement qui était rendu, on nous rétorquait que notre dossier avait disparu », a expliqué Béatrice Congera, ajoutant que récemment ce fameux dossier a été retrouvé grâce à l'intervention de l'inspection de la justice.

Le cas de la famille de Rose Mystique de la Commune Bugendana se présente autrement. « Pendant la crise de 1993, nous nous sommes déplacés dans la ville de Bujumbura. En 2010, nous rentrons dans notre propriété familiale de Bugendana et, à notre grande surprise, l'accès à cette propriété nous est refusé par un membre de notre famille ». Rose Mystique et ses enfants ont alors porté plainte au Tribunal de Résidence. « Le tribunal a tranché et a installé les bornes séparant notre part et celle de la partie adverse. Nous l'avons alors cultivée, mais la partie adverse a récolté nos champs et arraché les bornes. Depuis 2018, je demande toujours que le tribunal remette ces bornes, mais ça va faire bientôt cinq ans, cela n'a jamais été fait », déplore-t-elle.

### Les litiges fonciers : l'essentiel des affaires fixées devant les tribunaux

Les cours et tribunaux regorgent d'affaires foncières. Les procès durent des décennies sans pouvoir se conclure. D'après Ysé Ndiwokubwayo, avocat spécialiste du foncier, dans les tribunaux, les audiences publiques relatives aux litiges fonciers se tiennent tous les jours, au moment où

pour les autres types d'affaires, la fréquence est d'une ou deux fois par semaine. Par ailleurs, suite au nombre élevé de litiges fonciers dans les tribunaux, quand une affaire est remise à une date ultérieure, le plus tôt c'est à trois mois plus tard.

Le Chef du Cabinet du gouverneur de Gitega, Gérard Nibigira confirme pour sa part que parmi les affaires fixées en justice dans la province Gitega, les litiges fonciers sont les plus nombreux, particulièrement dans les communes Nyarusange et Ryansoro.

En cas de litige foncier, le premier niveau où porter plainte est le conseil des sages de la colline, mais ce conseil se limite à la médiation. C'est ainsi que quand les conclusions des Bashingantahe (les sages) ne satisfont pas la partie lésée, elle introduit le procès en justice, au Tribunal de Résidence. Après le Tribunal de Résidence, c'est le Tribunal de Grande Instance, puis la Cour d'appel. Si elle n'est pas satisfaite au niveau de la Cour d'Appel, elle peut demander une révision de l'affaire. Bien souvent, les justiciables ne sont pas satisfaits du verdict et saisissent l'échelon suivant. Le processus perdure et finit par la révision aussi longtemps qu'ils ne sont pas d'accord avec les jugements rendus.

A force d'attendre longuement le dénouement des affaires foncières, les justiciables se lassent et se lâchent. Les uns arrachent ou déplacent les bornes installées par la justice. D'autres (ceux qui sentent que leurs arguments sont faibles) se livrent à des manœuvres dilatoires. D'où des violences, des coups et blessures, des accusations de sorcellerie et même des assassinats fratricides, au risque de s'exposer à la rigueur de la loi pénale.

### Faibles moyens de travail

Les moyens dont disposent les cours et tribunaux sont très limités, au regard du travail qu'ils ont à faire. Les machines pour saisir les conclusions des délibérations, les véhicules, le personnel,... sont insuffisants. A titre d'exemple, le Tribunal de Grande Instance de Gitega reçoit les plaintes provenant de 11 communes. Elles ne

peuvent pas être traitées dans les délais car elles sont très nombreuses. Les attentes deviennent longues. Mais, la responsabilité dans la lenteur des dossiers fonciers est aussi le fait des justiciables qui ne se présentent pas quand ils sont convoqués au tribunal.

En plus, selon les participants au débat public radio, c'est la corruption ou d'autres manœuvres dilatoires, comme la disparition momentanée ou définitive des dossiers. Il arrive aussi que la justice tranche une affaire civile liée à une propriété foncière, et que quelques jours après la partie adverse arrache les bornes installées par le tribunal. En ce moment-là, à l'aspect civil de l'affaire s'ajoute l'aspect pénal, dont la plainte est déposée chez l'Officier de Police Judiciaire (OPJ), ce qui rend le processus plus complexe et plus long.

### La prévention des conflits et leur règlement à l'amiable

Pour remédier à cette lenteur exagérée des affaires foncières en justice, les participants au débat de Gitega estiment qu'il est indispensable de sensibiliser la population à la prévention des conflits et à leur règlement à l'amiable. Ils estiment aussi que les propriétaires devraient faire enregistrer leurs propriétés au service du cadastre.

Du coup, elles seront délimitées et chacun pourra exploiter sa part à sa guise. Ils recommandent au Gouvernement d'encourager la population à trouver des sources de revenus et de survie autres que la propriété foncière et de fournir aux tribunaux des moyens de travail (ordinateurs, papiers, véhicules, personnel,...) suffisants, tout en renforçant la lutte contre la corruption.

Béatrice Congera et Rose Mystique espèrent enfin arriver au dénouement de leurs affaires foncières respectives et être en possession de leurs propriétés foncières. L'administration provinciale promet de les y aider.

Agathonique Barakukuza, chargée de projet « Médias, Paix & Genre »/AFJO

Anaclet Hakizimana, chargé de projet « Médias, Paix & Genre »/MDP

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix, EIRENE-AFJO-MDP



Lors du débat de Gitega

# S'inscrire dans les priorités du Gouvernement!

**EIRENE Grands Lacs vise à promouvoir et renforcer les capacités des organisations dans leurs actions de développement, de paix et de non-violence. Au Burundi EIRENE et ses partenaires locaux s'inspirent du Plan National de Développement (PND) dans leur travail et collaborent avec les représentations décentralisées du Gouvernement Burundais.**



Emma Nkeshimana avec CHIRO-Burundi à Gitega

Depuis 2007, EIRENE Grands Lacs en tant qu'organisation allemande du « Service Civil pour la Paix » appuie les personnes vulnérables au Burundi et accompagne des organisations locales dans leurs initiatives de développement en faveur de la justice, des libertés fondamentales et de paix durable. EIRENE travaille aussi en faveur de la sensibilité au « Genre » et dans la création des revenus au niveau des communautés rurales. Ces ambitions s'investissent non seulement à travers l'engagement pour la cohésion sociale et des médias pour la paix, sensibles au genre, mais aussi, en consortium avec Pain Pour Le Monde (PPLM), à travers un fonds d'appui aux initiatives de développement rural (FAIR). Ce fonds cible la formation et l'accompagnement des personnes souvent défavorisées dans la gestion des micro-projets. Les actions du projet FAIR sont menées à travers le soutien des groupements associatifs au niveau local.

Les actions d'EIRENE Grands Lacs concordent avec la politique nationale de développement qui envisage de « transformer structurellement l'économie burundaise pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créative d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social ». Elles s'accordent aussi à la stratégie nationale de protection sociale et à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

## Collaboration avec le Gouvernement

Les 6 partenaires d'EIRENE au Burundi : CHIRO-Burundi, la Maison de la Presse du Burundi, l'Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), l'Eglise Anglicane Diocèse de Gitega, CARITAS-Gitega et Alliance des Imams du Corridor Nord, intègrent déjà, la gestion non-violente des conflits, la promotion du genre et la création des revenus au niveau de leurs groupes bénéficiaires. Depuis début 2019, 24 associations locales issues des communautés musulmanes et chrétiennes dans la province de Gitega ont été renforcées financièrement et techniquement et sont accompagnées dans la gestion des initiatives génératrices des revenus.

Grâce aux projets collaboratifs, certains de ses bénéficiaires ont amélioré leurs revenus et certaines familles et communautés entretiennent de bonnes relations. En plus, de nombreux journalistes ont été formés sur les techniques journalistiques et le journalisme sensible aux conflits et au genre, et des conflits communautaires ont été résolus à l'amiable.

Le Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre est la tutelle d'EIRENE. Dans la mise en œuvre des différents projets, EIRENE et ses partenaires travaillent ensemble avec les agents de ce ministère au niveau de l'administration locale.

Ainsi, Emma Nkeshimana, responsable du Centre de Développement Familial et Communautaire (CDFC) à Gitega collabore avec les projets d'EIRENE Grands Lacs sur les questions de genre et développement durable. Elle a déjà participé à de nombreuses activités organisées par CHIRO-Burundi et le projet FAIR, notamment les célébrations des journées nationales de la femme, la campagne de 16 jours d'activisme contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et des missions de suivi des associations sur le terrain. « Il y a un lien ascendant depuis la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Politique nationale de développement et la Politique nationale Genre d'où proviennent les outils d'EIRENE. EIRENE travaille sur l'équité qui est un préalable à l'égalité de genre », indique-t-elle. Pour Mme Nkeshimana, l'égalité de genre est la finalité recherchée en termes de jouissance égale des droits fondamentaux et du développement équitable et elle facilite aussi l'accès économique pour les femmes et les hommes, tout en renforçant la cohésion sociale. « Le relèvement économique de la femme contribue à une

bonne entente familiale et communautaire », explique Madame Nkeshimana.

### En synergie avec les assistants sociaux communaux sur le terrain

« Sur le terrain, les actions du ministère se font à travers les groupements associatifs qui facilitent les sensibilisations des masses et leur encadrement. Les assistants sociaux communaux du ministère travaillent avec les associations bénéficiaires des projets d'EIRENE. Par exemple, l'association « Hindukira Wibaze » de la commune Gishubi a bénéficié du soutien de l'assistant social communal dans la recherche de son agrément », indique Emma Nkeshimana.

Pour elle, les activités d'EIRENE Grands Lacs d'appui au développement des jeunes et des femmes, la lutte contre les discriminations faites à l'égard de la femme et l'appui

aux initiatives rurales impactent positivement le bien-être familial et la cohésion sociale. Elles répondent aussi aux deux orientations stratégiques de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : l'amélioration du statut social et culturel de la femme dans la famille et dans la société, ainsi que la promotion équitable du potentiel et de la position de la femme et de l'homme au sein de l'économie.

EIRENE Grands Lacs contribue aussi en termes d'effets multiplicateurs, par exemple à travers la chaîne de solidarité du petit élevage entre les membres des associations bénéficiaires du projet FAIR, selon Emma Nkeshimana. « Mais, EIRENE peut encore faire plus. Les besoins d'assistance sont énormes dans ce pays », recommande-t-elle.

Jean Claude Ndarama, Assistant de la Coordination d'EIRENE Grands Lacs

## Gitega

# Apprendre à générer des revenus avec peu des moyens!

**Finie la phase pilote du projet de développement interconfessionnel « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales » (FAIR) », mis en œuvre depuis janvier 2019 à Gitega! Des leçons apprises et quelques histoires de succès sont là : des revenus générés, des emplois créés et la cohésion sociale renforcée. Le nouveau projet « FAIR 1 » vise à consolider les acquis et à étendre les réalisations.**

**A**u début, certains membres de notre communauté étaient réticents. Ils ne comprenaient pas pourquoi nous nous devons travailler soudainement avec des chrétiens alors que nous n'avons pas les mêmes croyances. Nous avons dû fournir beaucoup d'efforts pour en être persuadés. Aujourd'hui, l'acceptation mutuelle est là car nous sommes unis par le travail et la recherche du profit. Bien évidemment, il subsiste quelques cas de personnes inflexibles et radicaux », indique Caritas Irankunda. Cette jeune musulmane se réjouit des quelques réussites de son association « Tusaidizane (entraïdons-nous mutuellement) », fondée il y a trois ans par 30 femmes musulmanes dans le cadre du projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR). Ce dernier est conjointement mis en œuvre par EIRENE Grands Lacs et Pain Pour Le Monde (PPLM) avec 04 organisations partenaires locales de Gitega. « Nous avons actuellement 60 chèvres alors qu'au début on n'en avait que 30. Et chacun de nos membres a déjà reçu une ou plusieurs petites chèvres. L'élevage de chèvres est devenu notre passion », dit-elle.

A part cet élevage de chèvres, l'association des femmes musulmanes de la commune de Mutaho mène d'autres activités génératrices de revenus. « Nous cultivons aussi le maïs, les pommes de terre et les légumes sur des terrains en location et nous vendons la récolte », ajoute Caritas Irankunda. Pour elle, le profit est aussi personnel et sa vie a radicalement changé. « Au début, j'ai reçu une seule

chèvre. La chèvre a donné trois petits. J'ai vendu les 3 chevreaux et, avec le bénéfice de la récolte vivrière, je me suis achetée une vache », explique-t-elle. Ainsi, elle devient de moins en moins financièrement dépendante de son mari dont elle gagne aussi de l'estime. « Les hommes se rendent compte que leurs femmes peuvent aussi gagner de l'argent et contribuer au bien-être de leurs familles », précise-t-elle, sourire aux lèvres.

Le projet pilote FAIR s'est déroulé de janvier 2019 à juillet 2021 et le nouveau projet FAIR 1 rentre dans sa continuité jusqu'en juillet 2024. Le projet est mis en œuvre par 4 organisations partenaires locales : Diocèse Anglicane de Gitega, ODAG - Caritas Gitega, le mouvement d'action catholique CHIRO-Burundi, Archidiocèse de Gitega et l'organisation musulmane « Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH). EIRENE coordonne le projet en partenariat avec PPLM.

### Des emplois et des revenus, même pour les défavorisés...

Au cours de la phase pilote, les activités génératrices de revenus ont été initiées par 20 associations avec un budget initial de quatre millions de Francs Burundais (4.00.000 Fbu) par association. Environ 400 ménages dans 08 communes de la province de Gitega étaient les

bénéficiaires ciblés. Au cours des 2 ½ premières années, environ 14 millions de Fbu de revenus ont été générés, 34 postes à temps plein et 20 postes à temps partiel créés. En outre, la cohésion sociale et les échanges interreligieux ont été promus. FAIR 1 vise à accroître l'indépendance économique des 20 anciennes associations et appuie 4 nouvelles associations pour soutenir 80 ménages supplémentaires.

Le 22 juin, FAIR 1 a été officiellement lancé à Gitega. Les représentants des 24 associations, des 4 organisations partenaires, du Gouverneur de la Province de Gitega et de l'Administrateur Communal, du Ministère de la Solidarité nationale ainsi que des représentants de PPLM et d'EIRENE ont pris part à la cérémonie.

A cette occasion, Caritas Irankunda et Emmanuel Nsabimana, membres du mouvement d'action catholique CHIRO-Burundi ont témoigné officiellement sur les réalisations du projet. « Dans mon association Silc Shirukubute ba CHIRO (Chiros, soyons actifs et proactifs !), les 35 membres ont décidé d'élever des porcs. Ces derniers sont gardés dans la porcherie de l'association. Les membres ont reçu des porcelets qu'ils élèvent chez eux », a entre autres expliqué Emmanuel Nsabimana. Caritas et Emmanuel parlent des opportunités de l'élevage, mais aussi des difficultés face aux maladies des animaux. Grâce au projet, ils se sont rencontrés et sont devenus amis.

FAIR et son successeur FAIR 1 soutiennent l'entrepreneuriat créatif, en incluant les jeunes adultes défavorisés. « Dans notre association, nous accueillons les chômeurs, les jeunes déscolarisés, des mères célibataires et des femmes vivant avec le VIH/Sida », fait remarquer Rosette Dusabumukama, membre de l'association « Hindukira Wibaze (Change et interroge-toi) » de la commune de Gishubi. « Nous avons commencé avec 25 membres. Avec le soutien de FAIR, nous avons d'abord acheté 4 machines à coudre puis planté des pommes de terre et enfin acheté des porcs et des chèvres. Certaines d'entre nous ont appris à coudre et nous avons commencé à fabriquer des serviettes hygiéniques en tissus réutilisables. La nouvelle s'est répandue et nous recevons maintenant mêmes des commandes des écoles. Les profits entrent dans notre caisse commune et bénéficient aux membres qui en ont le plus besoin », précise-t-elle. Elle-même se dit fière d'avoir appris à coudre et elle a maintenant sa propre machine. En plus, elle a acheté un porc avec le bénéfice reçu de son association.

## Continuer malgré quelques défis

Appuyées techniquement par quatre points focaux des organisations partenaires de FAIR, les 24 associations choisies ont d'abord fait beaucoup d'essais. Avec quelques revers ! Germain Mbonihankuye, membre de l'association « Kiremeshaminyango (Qui consolide les familles) » de la colline Muyange en sait plus long. « Nous avons acheté un moulin. Puis il s'est cassé. Quelqu'un l'a réparé, mais il s'est de nouveau cassé. Nous avons donc eu l'idée de laisser d'abord le moulin et nous avons acheté deux porcs, grâce aux revenus déjà réalisés. L'un d'eux a été tué par un chien la première nuit. Nous avons donc réparé le moulin à nouveau. Puis, la pénurie du carburant s'est invitée. Nous avons vendu l'autre porc pour acheter du carburant au marché noir. Entre-temps, nous avons planté des tomates et de l'éleusine, mais le profit était inférieur aux investissements. Enfin, nous avons planté des haricots. Les affaires de haricots marchent très bien », raconte-t-il. Pour lui, c'est cette endurance qui a finalement payé.

La précarité ambiante, le chômage des jeunes et l'exode vers la ville de Bujumbura sont également des défis majeurs. FAIR 1 apporte sa petite contribution pour faire face à cette pauvreté et donner des perspectives à certains. Mais, il reste beaucoup à faire. « Le projet montre que parfois, les gens ont juste besoin d'un petit coup de pouce pour retrouver leurs manches et aller loin. Si vous pouvez multiplier l'appui par 2, 3 ou même 10, l'effet serait beaucoup plus grand », suggère l'Abbé Jean Berchmans Nibitanga, responsable de l'ODAG - Caritas Gitega, pendant le lancement du FAIR 1.

Françoise Nicole Ndoume, responsable des projets de PPLM dans la région des Grands-Lacs s'est montrée touchée par les témoignages et a promis d'être l'ambassadrice du projet. De leur côté, les représentants du gouverneur et de l'administrateur de Gitega ont souligné que le Gouvernement du Burundi accueille chaleureusement et soutient pleinement tout projet innovant de réduction de la pauvreté. Selon Estelle Uwizeye, conseillère socio-économique en commune Gitega, les réalisations du projet FAIR cadrent avec la politique du Gouvernement, spécifiée dans le Plan National de Développement (PND 2018-2027).

Live Irakoze, chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR 1

Abraham Shemezimana, Chargé de projet FAIR

Claus Schrowange, Assistant Technique de Paix, EIRENE-AFJO-MDP



Lancement du projet FAIR 1 à Gitega



## EIRENE Grands Lacs et ses Partenaires

Le service chrétien international pour la Paix EIRENE est engagé pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs depuis 2007. Il a entamé en octobre 2021 son nouveau programme régional « Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo) », d'une durée de trois ans. Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec cinq organisations du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agit de trois organisations du Burundi : Association des Femmes Journalistes du Burundi (AFJO), CHI-RO-Burundi et Maison de la Presse du Burundi (MDP) et de deux organisations de la RDC (Sud-Kivu) : Femmes Artisanas de Paix (FAP) et Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST).

Le partenariat avec CHI-RO-Burundi se fait à travers le projet « Amahoro II », celui avec FAP à travers le projet « Tuvumiliane (tolérons-nous les uns les autres) » et celui avec BEST se fait à travers le projet « Madini kwa Umoja na Amani (les minerais pour l'unité et la paix) ». Avec AFJO et MDP, EIRENE met en œuvre le projet transversal « Médias, Paix et Genre ».

A part le programme FeHoPaCo, EIRENE Grands Lacs et Pain Pour Le Monde (PPLM) mettent en œuvre avec 04 partenaires locaux de Gitega le projet « Fonds d'Appui aux initiatives Rurales (FAIR 1) » pour lier les actions de paix à celles de développement.



**Nos films documentaires sur YouTube :**

**Les Batwa, les oubliés chez eux**

**Misisi – Quand l'or fait des misérables (Français, Anglais et Allemand)**

**EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs**

**L'or et la misère – La lutte d'OGP pour la justice**

**Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité**

**CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement**